

ROYAUME DE BELGIQUE



Représentation permanente de la
Belgique près l'Union européenne

CF. MARK +
INF: SY

Votre lettre du /
Vos références /
Nos références E2/550/249
S'adresser à E. Van den Abeele
N° de téléphone 02/233.21.57
annexes 1
date

03 FEV. 2010

Commission européenne
A l'attention de Madame Catherine DAY
Secrétaire Général
Rue de la Loi, 200
1049 Bruxelles

Copies DG Markt (Commission);
à : Cabinet Laruelle (M. Christophe Hardy);
Copies internes: FT; CM; KB

**Objet: Livre vert relatif à l'interconnexion des registres du commerce – Ré-
ponse des autorités belges**

Madame le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe, la réponse des autorités belges
aux questions posées par le Livre vert relatif à l'interconnexion des registres du
commerce.

Je vous en souhaite bonne réception.

Veuillez agréer, Madame le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considé-
ration.

Le Représentant permanent,

Jean DE RUYT



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 11 novembre 2009
(OR. en)**

15801/09

DRS 67

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour le Secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur
Date de réception:	6 novembre 2009
Destinataire:	Monsieur Javier SOLANA, Secrétaire général/Haut Représentant
Objet:	LIVRE VERT: L'interconnexion des registres du commerce

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - COM(2009) 614 final.

p.j.: COM(2009) 614 final



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 4.11.2009
COM(2009) 614 final

LIVRE VERT

L'interconnexion des registres du commerce

{SEC(2009) 1492}

LIVRE VERT

L'interconnexion des registres du commerce

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. INTRODUCTION

Avec la crise financière actuelle, l'importance de la transparence sur l'ensemble des marchés financiers est, une fois de plus, mise en évidence. Parmi les mesures de relance du système financier¹, garantir un meilleur accès à une information officielle et à jour sur les sociétés peut être considéré comme un moyen de rétablir la confiance dans les marchés de toute l'Europe.

Les registres du commerce² jouent un rôle essentiel à cet égard. En effet, ils enregistrent, vérifient et conservent des informations sur les sociétés (forme juridique, siège, capital, représentants légaux...) et mettent ces informations à la disposition du public. Ils peuvent également offrir d'autres services, variables d'un pays à l'autre. Les services de base sont régis par des normes minimums en droit européen³; en particulier, depuis le 1^{er} janvier 2007, les États membres ont l'obligation de tenir des registres du commerce électroniques⁴. En Europe, les registres du commerce fonctionnent toutefois sur une base nationale ou régionale: ils ne conservent d'informations que sur les sociétés immatriculées sur le territoire (pays ou région) pour lequel ils sont compétents.

Or, tirant parti des opportunités offertes par le marché intérieur, les sociétés tendent de plus en plus à exercer leur activité au-delà des frontières nationales. C'est ainsi que des sociétés de différents États membres sont englobées dans des groupes transfrontaliers et qu'un grand nombre d'opérations de restructuration, comme les fusions ou les scissions, concernent des sociétés établies dans des pays différents. En outre, la jurisprudence édictée par la Cour de justice des Communautés européennes⁵ au cours des dix dernières années a ouvert aux sociétés la possibilité de se constituer dans un État membre, puis d'exercer leur activité, en totalité ou en partie, dans un autre État membre.

¹ Communication au Conseil européen de printemps – L'Europe, moteur de la relance, COM(2009) 114 final.

² Dans le présent livre vert, on entendra par «registre du commerce» tout registre central, du commerce ou des sociétés au sens de l'article 3 de la première directive sur le droit des sociétés (68/151/CEE).

³ Première directive 68/151/CEE du Conseil, du 9 mars 1968, tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers (JO L 65 du 14.3.1968, p. 8); directive modifiée en dernier lieu par la directive 2003/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 (JO L 221 du 4.9.2003, p. 13).

⁴ Directive 2003/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 modifiant la directive 68/151/CEE du Conseil en ce qui concerne les obligations de publicité de certaines formes de sociétés (JO L 221 du 4.9.2003, p. 13).

⁵ Arrêts Centros (affaire C-212/97), Überseering (affaire C-208/00) et Inspire Art (affaire C-167/01).

Par ailleurs, on assiste à une demande croissante d'accès à l'information relative aux sociétés en contexte transfrontalier, soit à des fins commerciales, soit aux fins d'un meilleur accès à la justice. Cependant, s'il est facile d'accéder aux informations officielles sur les sociétés dans l'État membre où celles-ci sont immatriculées, l'accès aux mêmes informations à partir d'un autre État membre peut se trouver entravé par des obstacles d'ordre technique ou linguistique⁶. Dans ces circonstances, il est nécessaire de faciliter, pour les créanciers et les partenaires commerciaux des sociétés mais aussi pour les consommateurs, l'accès transfrontalier à une information officielle et fiable sur les sociétés, afin de garantir un degré approprié de transparence et de sécurité juridique sur les marchés de toute l'Union européenne. À cet effet, une coopération transfrontalière des registres du commerce est indispensable.

Des opérations comme les fusions transfrontalières ou les transferts de siège transfrontaliers ou encore la création de succursales dans d'autres États membres ont également fait de la coopération au jour le jour entre autorités et/ou registres du commerce nationaux, régionaux ou locaux une nécessité. En effet, une coopération étroite accélère les procédures et renforce la sécurité juridique.

Une coopération transfrontalière efficace entre les registres du commerce n'est pas seulement essentielle au bon fonctionnement du marché unique; elle réduit aussi sensiblement les coûts supportés par les sociétés qui exercent leur activité dans plusieurs pays. Selon le groupe de haut niveau de parties prenantes indépendantes sur les charges administratives, faciliter l'accès transfrontalier, par des moyens électroniques, à l'information sur les sociétés serait un moyen de favoriser l'activité économique transfrontalière. Évoquant des économies possibles de 161 millions d'euros au regard de certaines obligations d'information découlant de la onzième directive sur le droit des sociétés (89/666/CEE), le groupe s'est dit pleinement favorable au fait de rendre interopérables les registres du commerce de toute l'Europe⁷.

La coopération qui existe déjà entre les registres du commerce, et qui s'exerce sur une base volontaire, n'est cependant pas suffisante et doit être renforcée. Il existe des outils et des initiatives – comme le registre européen du commerce (*European Business Register*, EBR), le projet e-Justice ou le système d'information sur le marché intérieur (IMI) – qui pourraient permettre une meilleure mise en œuvre du cadre juridique en vigueur, faciliter la communication entre les registres compétents et renforcer la transparence du marché et la confiance placée en celui-ci.

Le présent livre vert décrit ce cadre juridique et étudie les moyens possibles d'améliorer l'accès à l'information sur les sociétés dans toute l'Union européenne,

⁶ La onzième directive 89/666/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989, concernant la publicité des succursales créées dans un État membre par certaines formes de société relevant du droit d'un autre État (JO L 395 du 30.12.1989, p. 36) apporte une solution partielle à ce problème en exigeant des sociétés concernées qu'elles fournissent un minimum d'informations dans la langue du pays dans lequel elles créent leur succursale.

⁷ Avis du groupe de haut niveau de parties prenantes indépendantes sur les charges administratives («groupe Stoiber») sur le domaine prioritaire droit des sociétés/comptes annuels, 10 juillet 2008, paragraphe 22 (N.d.t.: disponible en anglais uniquement): http://ec.europa.eu/enterprise/admin-burdens-reduction/docs/080710_hlg_op_comp_law_final.pdf

d'une part, et de garantir une application plus efficace des directives sur le droit des sociétés, d'autre part.

2. POURQUOI EST-IL NECESSAIRE DE RENFORCER LA COOPERATION ENTRE LES REGISTRES DU COMMERCE?

L'interconnexion des registres du commerce vise deux buts distincts, mais liés:

– Accès à l'information: le réseau des registres du commerce

Faciliter l'accès à l'information sur les sociétés au-delà des frontières nationales renforce la transparence du marché unique, garantit une meilleure protection des actionnaires et des tiers et contribue à rétablir la confiance dans les marchés. L'accès transfrontalier à l'information a certes été sensiblement amélioré par l'entrée en vigueur de la modification apportée en 2003 (directive 2003/58/CE) à la première directive sur le droit des sociétés, qui a imposé aux États membres de disposer de registres du commerce électroniques à compter du 1^{er} janvier 2007. Toutefois, les citoyens et les entreprises doivent toujours effectuer des recherches dans 27 registres au moins pour trouver l'information qui les intéresse sur telle ou telle société. Même si les registres sont accessibles en ligne, les personnes intéressées doivent en outre s'arranger de langues, de systèmes de recherche et de structures différents. Un point d'accès unique à l'information sur toutes les sociétés européennes serait ainsi synonyme d'économies de temps et d'argent.

Aussi est-il temps de réfléchir aux prochaines étapes du processus. Il conviendrait, avant tout, que tous les États membres participent à la coopération et aux décisions quant à ses modalités. Il devrait être possible d'accéder à une information fiable sur les sociétés à partir de n'importe quel État membre et de préférence dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne. Il devrait également être possible de rechercher des informations sur une société active ou un groupe de sociétés actif dans différents États membres sans pour autant devoir accéder, un par un, à chaque registre national ou régional concerné. Enfin, la qualité du service offert devrait être de même niveau dans toute l'Union européenne.

– Coopération des registres du commerce dans le cadre de procédures transfrontalières

Le second objectif visé par l'interconnexion des registres du commerce est de renforcer la coopération dans le cadre de procédures transfrontalières telles que les opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège ou les procédures transfrontalières d'insolvabilité. Cette coopération transfrontalière est d'ailleurs une obligation imposée par plusieurs instruments du droit des sociétés, comme l'illustre l'encadré n° 1.

Encadré n° 1 – Instruments du droit des sociétés et coopération entre les registres du commerce

La coopération transfrontalière des registres du commerce est expressément requise par la directive sur les fusions transfrontalières⁸, par le statut de la société européenne (SE)⁹ et par celui de la société coopérative européenne (SEC)¹⁰. En garantissant que les registres du commerce concernés se notifient directement certaines mesures qu'ils prennent¹¹, ces dispositions accélèrent les procédures d'immatriculation et, ce faisant, renforcent la sécurité juridique. Dès lors qu'il facilite les échanges d'informations, un contact direct entre les registres est également synonyme de parties prenantes mieux informées dans les autres États membres.

Par ailleurs, les exigences de publicité sur les succursales étrangères [instaurées par la onzième directive sur le droit des sociétés (89/666/CEE)] rendent la coopération entre les registres du commerce indispensable dans la pratique. Cette directive impose, en effet, aux sociétés de rendre publics un certain nombre d'informations et de documents lorsqu'elles ouvrent une succursale dans un autre État membre. Pour une meilleure information des tiers, cette publicité doit se faire dans la langue du pays où la filiale est immatriculée. Pour contrôler si les données requises sont correctes et à jour et, ce faisant, protéger les intérêts des créanciers et des consommateurs en contact avec la succursale, il est nécessaire que les registres du commerce communiquent directement entre eux.

Enfin, une fois que le statut de la société privée européenne (SPE)¹² aura été adopté, le nombre de cas dans lesquels une coopération transfrontalière s'impose pourrait augmenter sensiblement. Pour les petites et moyennes entreprises (PME), la SPE pourrait être un moyen à la fois simple et souple d'étendre leur activité dans le marché unique. Aussi convient-il de garantir un accès aisé à l'information officielle relative aux sociétés qui se seront constituées sous cette forme et qui seraient actives dans plusieurs États membres.

À cet égard, les autorités et/ou registres du commerce compétents doivent être clairement identifiables, et il doit exister entre eux des canaux de communication préétablis et sûrs. Les procédures transfrontalières s'en trouveraient accélérées, la sécurité juridique accrue, et les charges administratives pesant sur les sociétés réduites.

Par ailleurs, la onzième directive sur le droit des sociétés (89/666/CEE) impose aux sociétés de fournir toute une série d'informations pour pouvoir créer une succursale dans un autre État membre. Toutefois, les sociétés omettent souvent d'actualiser ces informations. Or cette omission peut avoir des conséquences graves, notamment lorsque le registre dans lequel la succursale est immatriculée n'est pas averti de la dissolution de la société et fournit en conséquence des renseignements erronés aux tiers. Il conviendrait donc que le registre dans lequel la succursale est immatriculée soit régulièrement et automatiquement informé des changements importants intervenus dans le statut de la société. Les obligations de déclaration qui incombent aux sociétés et donc aussi les charges administratives qui pèsent sur elles pourraient également s'en trouver réduites.

Enfin, une coopération renforcée entre les registres du commerce pourrait être bénéfique en termes de synergies potentielles avec l'information sur les sociétés

⁸ Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (JO L 310 du 25.11.2005, p. 1).

⁹ Règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE) (JO L 294 du 10.11.2001, p. 1).

¹⁰ Règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 18 août 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) (JO L 207 du 18.8.2003, p. 1).

¹¹ Par exemple, dans le cas du transfert transfrontalier du siège d'une SE, une communication directe entre les registres permet de limiter à un minimum la période transitoire durant laquelle la SE est immatriculée dans deux États membres.

¹² Proposition de règlement du Conseil relatif au statut de la société privée européenne, COM(2008) 396 final.

publiée par d'autres parties. Par exemple, afin d'améliorer la transparence des marchés financiers, la directive sur la transparence¹³ contient un certain nombre de dispositions visant à garantir aux investisseurs l'accès à une information financière fiable sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé. Elle impose notamment que cette information soit tenue à la disposition du grand public par des «mécanismes officiellement désignés pour le stockage centralisé des informations réglementées». Le réseau électronique de ces mécanismes peut potentiellement renforcer la disponibilité de l'information financière relative aux sociétés cotées de toute l'Europe¹⁴. À plus long terme, un point d'accès unique à toute l'information sur les sociétés cotées, qu'elle soit d'ordre juridique (et donc conservée dans les registres du commerce) ou financier (et donc conservée par les mécanismes de stockage susmentionnés) pourrait être envisagé. Une coopération renforcée entre les registres du commerce contribuerait aussi à rendre plus efficace le déroulement des procédures d'insolvabilité transfrontalières, conformément aux objectifs poursuivis par le règlement (CE) n° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité¹⁵.

3. MECANISMES DE COOPERATION EXISTANTS

3.1. Mécanismes de coopération existant entre les registres du commerce

Vieille d'une vingtaine d'années, la prise de conscience de la nécessité d'une coopération transfrontalière entre les registres du commerce a conduit au lancement de l'initiative sur le registre européen du commerce (EBR), soit un projet mis en œuvre par les registres du commerce sur une base volontaire, avec l'aide de la Commission européenne (voir l'encadré n° 2).

Encadré n° 2 – Le registre européen du commerce (EBR)

Lancé en tant qu'initiative commune entre certains registres du commerce, l'EBR¹⁶ fédère aujourd'hui la majorité des registres du commerce de l'UE. À l'heure actuelle, il regroupe en effet les registres de 18 États membres¹⁷ et de 6 autres entités territoriales européennes^{18 19}.

L'EBR est un réseau de registres du commerce dont l'objectif est de fournir une information fiable sur les sociétés de toute l'Europe. Il permet aux citoyens, aux professionnels et aux autorités publiques de rechercher dans tous les registres membres du réseau le nom d'une société ou, pour certains pays,

¹³ Directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE (JO L 390 du 31.12.2004, p. 38).

¹⁴ Recommandation de la Commission du 11 octobre 2007 concernant le réseau électronique reliant les mécanismes officiellement désignés pour le stockage centralisé des informations réglementées, visé dans la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil (2007/657/CE) (JO L 267 du 12.10.2007).

¹⁵ Règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité (JO L 160 du 30.6.2000, p. 1).

¹⁶ <http://www.ebr.org>

¹⁷ Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède.

¹⁸ Ancienne République yougoslave de Macédoine, Guernesey, Jersey, Norvège, Serbie et Ukraine.

¹⁹ La Lituanie et Guernesey ont récemment adhéré, mais n'ont pas encore intégré techniquement le réseau.

d'une personne physique par interrogation unique formulée dans la langue du demandeur. L'information demandée est fournie dans la même langue. Les aspects juridiques de la transmission de données au sein du réseau et, en particulier, la protection des données à caractère personnel sont régis par le droit national, y compris les dispositions mettant en œuvre la réglementation communautaire relative à la protection des données²⁰.

La participation des registres à l'EBR est volontaire et s'exerce sur une base contractuelle (accord de partage d'informations). L'EBR a également pris la forme d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE)²¹; toutefois, en raison de particularités de certains droits nationaux, tous les registres ne sont pas autorisés à y participer.

Pour une description plus détaillée de ce projet, voir le rapport d'avancement joint au présent livre vert.

La coopération dans le cadre de l'EBR a toutefois ses limites. D'une part, la nature informelle de cette coopération, si elle a contribué à en garantir la souplesse, a aussi posé des problèmes importants pour l'expansion du réseau, qui s'est, en conséquence, révélée lente. En outre, pas plus l'EBR que les registres du commerce concernés, et notamment ceux qui sont financés par des fonds publics, n'ont accès à des financements suffisants pour accélérer la construction d'un réseau couvrant tous les États membres.

D'autre part, la coopération dans le cadre de l'EBR vise uniquement à faciliter l'accès transfrontalier à l'information sur les sociétés (soit le premier objectif présenté à la section 2), mais laisse de côté la question de la coopération de registre à registre dans le cadre de procédures transfrontalières (soit le second objectif présenté à la section 2). Cette carence a amené certains membres de l'EBR à lancer un projet de recherche, largement financé par la Commission, en vue de promouvoir l'interconnexion des registres du commerce (**Business Register Interoperability Throughout Europe – BRITE**)²². L'objectif du projet BRITE, qui s'est achevé en mars 2009, était de concevoir et de mettre en œuvre un modèle d'interopérabilité technologiquement avancé et innovant, comprenant une plateforme informatique de service et un instrument de gestion devant permettre aux registres du commerce de toute l'UE d'interagir, en particulier dans le cas d'opérations transfrontalières de transfert de siège ou de fusion ou aux fins d'un meilleur contrôle des succursales de sociétés immatriculées dans d'autres États membres.

Toutefois, le projet BRITE était un projet de recherche, dont les résultats n'ont, par conséquent, été mis en œuvre que dans un petit nombre de pays dans le cadre de tests de fonctionnalité. Depuis la fin du projet, les États membres participants ont eu un débat sur l'utilisation future des résultats du projet. Un plan stratégique prospectif

²⁰ Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (JO L 281 du 23.11.1995, p. 31).

²¹ Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) (JO L 199 du 31.7.1985, p. 1). Le GEIE est une entité juridique dont le but est de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité; il n'est pas de réaliser des bénéfices pour lui-même. Son activité doit se rattacher à l'activité économique de ses membres et ne peut avoir qu'un caractère

²² <http://www.briteproject.eu>. Pour une description plus détaillée de ce projet, voir le rapport d'avancement joint au présent livre vert.

sera présenté en novembre 2009²³ sur la manière d'assurer au mieux la maintenance des services qu'il a été envisagé de proposer comme suivi au projet BRITE et d'établir des règles quant à la responsabilité de sa gestion.

3.2. **Autres outils et initiatives: système d'information sur le marché intérieur (IMI) et e-Justice**

Dans la mesure où les mécanismes de coopération existants ne suffisent pas à satisfaire au besoin d'une coopération renforcée, il y a lieu d'explorer d'autres outils et initiatives – comme le système d'information sur le marché intérieur (IMI) ou le projet e-Justice – susceptibles de promouvoir plus avant la mise en œuvre du cadre juridique en vigueur et de renforcer la transparence du marché²⁴.

Le **système d'information sur le marché intérieur (IMI)** est un instrument destiné à améliorer la coopération administrative entre les États membres, de façon à ce que la législation sur le marché intérieur fonctionne mieux. En mars 2006, les États membres ont avalisé une proposition prévoyant de développer plus avant l'IMI, actuellement utilisé aux fins de la mise en œuvre de la directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles²⁵: à compter de fin 2009, le système d'information sur le marché intérieur aidera aussi à la mise en œuvre de la directive «services»^{26 27} (voir l'encadré n° 3).

Encadré n° 3 – Le système d'information sur le marché intérieur (IMI)

L'IMI est une application web sécurisée, administrée par la Commission. C'est un réseau fermé, grâce auquel les autorités compétentes des États membres disposent d'un outil simple pour trouver les bons interlocuteurs dans les autres États membres et pour communiquer avec eux de manière rapide et efficace. Les demandes d'informations sont traitées via l'IMI, par l'intermédiaire d'un ensemble structuré de questions et de réponses. Préalablement traduites dans toutes les langues officielles de l'UE par les services de traduction de la Commission, les questions fournissent un appui linguistique fiable et juridiquement sûr. L'IMI propose en outre un ensemble de procédures transparentes, agréées par l'ensemble des États membres, sur la manière de traiter les demandes.

Pour une description plus détaillée de ce projet, voir le rapport d'avancement joint au présent livre vert.

Quant à l'**initiative e-Justice**, son objectif est d'aider les autorités judiciaires et les praticiens de la justice dans leur travail et de faciliter l'accès des citoyens à des

²³ L'Office suédois d'enregistrement des sociétés accueille en novembre 2008 une conférence sur le thème «Échange transfrontalier d'informations sur les sociétés», dont l'objectif est de poursuivre les travaux déjà en cours dans le cadre de l'EBR, mais aussi de développer les résultats du projet BRITE. Pour plus de détails, voir http://www.tripppus.se/eventus/eventus_cat.asp?EventusCat_ID=10113&Lang=eng&c=.

²⁴ Il convient aussi de mentionner dans ce contexte le portail «L'Europe est à vous – Entreprises», dans la mesure où il s'agit d'un point d'accès unique, au niveau de l'Union européenne, à des informations et des services fournis par les administrations publiques au soutien des entreprises. Ce portail est un service conjointement assuré par la Commission européenne et les autorités nationales: http://ec.europa.eu/youreurope/business/index_fr.htm

²⁵ Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (JO L 255 du 30.9.2005, p. 22).

²⁶ Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (JO L 376 du 27.12.2006, p. 36).

²⁷ L'utilisation de l'IMI au soutien de la mise en œuvre de la directive «services» est actuellement en phase pilote.

informations sur la justice et le droit. Depuis son lancement en juin 2007, elle a progressivement gagné en portée, et tant les États membres que la Commission attachent une grande importance à sa mise en œuvre. Dans ce cadre, l'un des projets spécifiques dont on attend des résultats concrets est le portail européen e-Justice, dont le lancement devrait intervenir en fin d'année. Une fois opérationnel, ce portail constituera le point d'accès central à l'information juridique, aux institutions judiciaires et administratives, ainsi qu'aux registres, bases de données et autres services entrant dans le cadre du projet sur la justice européenne.

Le plan d'action pluriannuel 2009–2013 relatif à l'e-Justice européenne²⁸ évoque la possibilité d'intégrer le registre européen du commerce (EBR) au portail, selon une approche en deux phases. Lors de la première phase, qui interviendrait dès le lancement du portail, un lien vers l'EBR serait inséré. Lors de la seconde phase, qui interviendrait à moyen ou long terme, une réflexion devrait être conduite sur la possibilité d'intégrer partiellement l'EBR au portail lui-même. Les modalités de cette seconde phase doivent faire l'objet d'une analyse plus approfondie. Les États membres ont convenu que les travaux de la seconde phase devraient s'appuyer sur les résultats atteints jusqu'à présent avec l'EBR.

4. PISTES POUR L'AVENIR

Les options présentées dans ce chapitre ouvrent des pistes quant aux moyens de répondre aux questions soulevées ci-dessus. Ces options supposent différents degrés d'engagement de la part des États membres. La Commission invite donc toutes les parties intéressées à faire connaître leur point de vue sur les considérations qui suivent.

Chacune des options présentées est susceptible de nécessiter l'élaboration d'une proposition législative visant à inscrire la coopération dans un cadre juridique clair. La valeur ajoutée de telles propositions législatives devrait toutefois être appréciée dans le cadre d'analyses d'impact menées conformément aux lignes directrices de la Commission en la matière²⁹.

4.1. Accès à l'information: le réseau des registres du commerce

Pour faciliter l'accès à l'information sur les sociétés au-delà des frontières nationales, un réseau des registres du commerce auquel participent tous les États membres apparaît nécessaire. S'il est raisonnable de s'appuyer sur les résultats déjà atteints avec l'EBR, puisque 18 États membres participent déjà à ce réseau, il est toutefois difficile d'en améliorer l'efficacité par voie réglementaire, en raison du caractère essentiellement privé de la coopération.

Or un réseau de registres du commerce ne peut avoir de réelle valeur ajoutée que s'il englobe les registres de l'ensemble des 27 États membres. Un moyen possible de garantir la participation de tous serait d'instaurer, éventuellement dans la première

²⁸ Plan d'action pluriannuel 2009–2013 du Conseil relatif à l'e-Justice européenne (JO C 75 du 31.3.2009, p. 1). Pour une description plus détaillée de ce projet, voir le rapport d'avancement joint au présent livre vert.

²⁹ SEC(2009) 92.

directive sur le droit des sociétés (68/151/CEE), l'obligation de connecter au réseau tous les registres du commerce de l'UE. Les États membres devraient toutefois avoir le loisir de décider des modalités selon lesquelles le réseau est constitué, et la coopération organisée. Ainsi, s'il peut être utile d'asseoir certains aspects du réseau sur une base juridique plus solide, il conviendrait que les modalités de la coopération soient arrêtées dans le cadre d'un accord sur la gouvernance du réseau électronique des registres du commerce (ci-après «accord sur la gouvernance»). Cet accord pourrait fixer les conditions d'adhésion au réseau, y compris dans le cas des pays non membres de l'UE, prévoir la désignation d'un organe chargé d'administrer le réseau et régler les questions de responsabilité, de financement, de règlement des litiges, etc. Il pourrait également couvrir la question de la maintenance du serveur central et celle d'une garantie d'accès dans toutes les langues officielles de l'UE. La solution contractuelle préserverait en outre la souplesse de la coopération. Les États membres pourraient choisir de partir des résultats déjà atteints avec l'EBR ou de suivre une voie différente. Par ailleurs, les registres du commerce participant au réseau devraient rester libres de définir leur propre politique en matière de tarification. Il conviendrait toutefois de veiller à ce qu'ils ne pratiquent aucune discrimination entre les utilisateurs finaux dans les tarifs qu'ils appliquent. Il conviendrait également de veiller à ce qu'ils se conforment à des normes minimums en matière de sécurité et de protection des données, et notamment la réglementation communautaire sur la protection des données (directive 95/46/CE) et les dispositions nationales pertinentes.

Une information sur les sociétés accessible via un réseau étendu de registres du commerce pourrait également représenter un atout précieux pour ce point d'accès central à l'information et aux services juridiques dans l'UE que constituera le portail e-Justice. Il convient toutefois de poursuivre l'analyse quant à la définition d'une stratégie commune et des modalités techniques du lien à établir entre ces deux entités; en particulier, il faut éviter la duplication du travail effectué dans le cadre soit du réseau des registres du commerce, soit du portail. En tout état de cause, le portail peut bénéficier de l'amélioration de sa principale source d'information sur les sociétés. Indépendamment de l'utilisation d'un réseau, une autre option existe, qui consisterait à exiger de tous les registres du commerce de l'UE qu'ils donnent directement accès par l'internet à un ensemble standardisé d'informations de base, par exemple, via un service web dédié et standardisé.

Enfin, pour faciliter encore davantage l'accès à l'information sur les sociétés, on pourrait envisager, à plus long terme, d'interconnecter le réseau des registres du commerce et le réseau électronique créé en vertu de la directive sur la transparence (2004/109/CE), où est conservée l'information réglementée sur les sociétés cotées. Cette interconnexion pourrait déboucher sur la création d'un point d'accès unique à toute l'information financière et juridique sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et, ce faisant, renforcer la transparence du marché.

Les parties intéressées sont invitées à dire si, de leur point de vue:

- un réseau amélioré des registres du commerce des États membres est nécessaire;

- les modalités d'une telle coopération devraient être arrêtées dans le cadre d'un «accord de gouvernance» conclu entre des représentants des États membres et les registres du commerce;

- il y aurait une valeur ajoutée dans le fait de connecter, à long terme, le réseau des registres du commerce au réseau électronique créé en vertu de la directive sur la transparence, où est conservée l'information réglementée sur les sociétés cotées.

Si elles estiment que les mesures envisagées ci-dessus ne sont appropriées, les parties intéressées sont invitées à expliquer les avantages que présenterait une autre solution ou, le cas échéant, le statu quo. Elles sont également invitées à expliquer, éléments de preuve à l'appui, l'impact potentiel de ces mesures ou des autres solutions proposées en termes de rapport coût-bénéfice, y compris en ce qui concerne la simplification et la réduction des charges administratives.

4.2. Coopération des registres du commerce dans le cadre d'opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège

Il existe essentiellement deux options pour faciliter la communication entre les registres du commerce dans le cadre de procédures telles que les opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège. La première consiste à partir des résultats du projet BRITE et à désigner ou instituer une entité qui serait chargée d'assurer les services nécessaires, étendus à l'ensemble des États membres. La seconde est d'utiliser le système d'information sur le marché intérieur (IMI), qui est déjà opérationnel et qui, du point de vue de sa capacité, pourrait tout à fait être étendu à d'autres domaines de la législation communautaire dans les années à venir.

– Option 1 – Exploiter les résultats du projet BRITE

Si l'on veut créer un service soutenant efficacement la mise en œuvre des directives sur le droit des sociétés, il est indispensable de trouver une solution qui puisse être appliquée dans l'ensemble des États membres. Les solutions élaborées dans le cadre du projet BRITE visent spécifiquement à permettre la coopération des registres du commerce et garantissent un haut degré d'interopérabilité. Les droits sur les technologies développées appartiennent toutefois aux membres du consortium BRITE. Aussi l'utilisation de ces technologies ne peut-elle se faire que sur une base contractuelle.

Dix-huit États membres coopèrent actuellement dans le cadre de l'EBR, tandis que six pays seulement (cinq États membres³⁰ et la Norvège) ont participé à l'origine au projet BRITE ainsi qu'aux sous-projets, rejoints ultérieurement par la Lettonie, l'Allemagne (Rhénanie du Nord-Westphalie) et l'ancienne République yougoslave de Macédoine. La création d'un réseau des registres du commerce comme évoqué ci-dessus a toute chance de contribuer à la mise en œuvre des résultats du projet BRITE – mise en œuvre qui pourrait autrement prendre beaucoup de temps.

En ce qui concerne le coût de cette option, dès lors que l'utilisation des services concernés demeure volontaire, le coût d'une adhésion au réseau et d'une participation à la coopération dépendrait de l'accord conclu entre les parties.

– Option 2 – Le système d'information sur le marché intérieur (IMI)

À l'heure actuelle, l'IMI est utilisé par plus de 1600 autorités compétentes établies dans les 27 États membres de l'UE et 3 pays de l'EEE, aux fins d'échanges d'informations au titre de la directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles (2005/36/CE) et, dans le cadre d'un projet pilote, au titre de la directive «services» (2006/123/CE).

L'avantage de l'IMI réside dans le cadre de coopération administrative réutilisable qu'il propose. Avec les fonctionnalités qu'il offre (base de données des autorités compétentes, caractère plurilingue et possibilité de créer des ensembles structurés de questions et de réponses), il peut potentiellement aider à la mise en œuvre de n'importe quel pan de la législation relative au marché intérieur. Une autorité n'a

³⁰

Danemark, Espagne, Irlande, Italie, Suède.

ainsi à utiliser qu'un seul système, où elle n'a à se faire enregistrer qu'une seule fois. Selon son domaine de compétence, elle a accès à un ou plusieurs des domaines législatifs couverts par l'IMI.

L'IMI n'a pas été spécifiquement développé pour les besoins de la communication entre registres du commerce. Toutefois, les procédures à appliquer (workflow) pour les notifications à effectuer en vertu des directives sur le droit des sociétés seraient les mêmes que celles actuellement utilisées dans le cadre des demandes d'informations liées à la reconnaissance des qualifications professionnelles ou aux services.

L'utilisation de l'IMI n'exigerait pas d'investissement important de la part des États membres, qui devraient simplement désigner les registres du commerce compétents et les personnes jouissant d'un droit d'accès à l'IMI.

La question de la transmission d'informations sur les succursales étrangères doit toutefois être examinée distinctement de celle des opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège. Dans le cas des opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège, la coopération entre les registres du commerce n'est nécessaire que pour certaines étapes bien définies de la procédure. Dans le cas d'une succursale étrangère, il y a cependant lieu de vérifier régulièrement et automatiquement s'il n'existe pas la moindre incohérence entre les données respectivement contenues dans le registre du commerce où est immatriculée la société et celui de la succursale, ce qui suppose une connexion permanente et un contrôle comparatif automatisé du contenu des deux registres.

– Combinaison des options 1 et 2

Pour parler d'abord de la coopération dans le cadre des opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège, les technologies développées dans le cadre du projet BRITE visent spécifiquement à permettre la coopération des registres du commerce. Si l'on donne une assise juridique et contractuelle plus solide à ce réseau de registres du commerce, les modalités d'utilisation de ces technologies et de la coopération BRITE peuvent être laissées au libre choix des États membres participants.

Par rapport à cette forme de coopération, l'IMI présente néanmoins cet avantage net que tous les États membres de l'UE y participent déjà. Dès lors que la coopération dans le cadre de l'IMI couvre tous les États membres, il pourrait être logique de l'étendre à un plus vaste ensemble de procédures. Même à titre transitoire, l'utilisation de l'IMI devrait être envisagée comme moyen de faciliter les opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège, en fonction notamment du rythme d'expansion du réseau BRITE et des services qu'il propose.

L'absence de notification automatique dans le système d'information sur le marché intérieur peut toutefois être considérée comme un inconvénient pour certaines procédures transfrontalières. S'il apparaît constituer une solution adaptée et pratique pour la transmission d'informations sur les fusions transfrontalières ou les transferts de siège transfrontaliers, l'IMI ne peut guère se substituer à un contrôle automatisé du statut d'une société et de sa succursale étrangère, qui suppose la vérification régulière d'un grand nombre de données.

En outre, contrairement à la directive sur les fusions transfrontalières (2005/56/CE) et aux règlements sur la SE (n° 2157/2001) et la SEC (n° 1435/2003), la onzième directive sur le droit des sociétés (89/666/CEE) n'impose pas aux registres du commerce concernés l'obligation légale de coopérer. Il semble donc nécessaire de créer la base juridique d'une telle coopération pour les cas où des succursales étrangères sont concernées.

Pour conclure, l'IMI apparaît constituer une solution viable pour faciliter à titre temporaire, ou même permanent, la communication entre les registres du commerce des différents États membres. Toutefois, il n'a pas été conçu pour permettre la transmission automatisée de données qui serait nécessaire aux fins de la mise en œuvre de la onzième directive sur le droit des sociétés (89/666/CEE).

Les parties intéressées sont invitées:

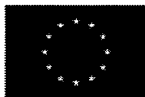
- à dire quelle solution ou combinaison de solutions a leur préférence aux fins de faciliter la communication entre les registres du commerce dans le cadre d'opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège;
- si elles sont favorables à la solution proposée concernant la transmission d'informations sur les succursales étrangères.

Si elles estiment que les mesures envisagées ci-dessus ne sont appropriées, les parties intéressées sont invitées à expliquer les avantages que présenterait une autre solution ou, le cas échéant, le statu quo. Elles sont également invitées à expliquer, éléments de preuve à l'appui, l'impact potentiel de ces mesures ou des autres solutions proposées en termes de rapport coût-bénéfice, y compris en ce qui concerne la simplification et la réduction des charges administratives.

5. PROCHAINES ETAPES

Les États membres, le Parlement européen, le Comité économique et social européen et les autres parties intéressées sont invités à soumettre leur point de vue sur les propositions présentées dans le présent livre vert, en vue d'établir un large consensus sur les mesures qui pourraient être envisagées. Leurs contributions doivent parvenir à la Commission pour le 31 janvier 2010 au plus tard. À la suite du présent livre vert, et sur la base des réponses qu'elle aura reçues, la Commission prendra une décision sur la voie à suivre.

Les contributions reçues seront publiées sur l'internet. Pour tout renseignement sur le traitement qui sera réservé à vos données à caractère personnel et à votre contribution, il vous est vivement conseillé de prendre connaissance de la déclaration spécifique de confidentialité jointe au présent livre vert.



**RAAD VAN
DE EUROPESE UNIE**

**Brussel, 11 november 2009 (16.11)
(OR. en)**

15801/09

DRS 67

INGEKOMEN DOCUMENT

van:	de heer Jordi AYET PUIGARNAU, directeur, namens de secretaris- generaal van de Europese Commissie
ingekomen:	6 november 2009
aan:	de heer Javier SOLANA, secretaris-generaal/hoge vertegenwoordiger
Betreft:	GROENBOEK: De koppeling van ondernemingsregisters

Hierbij gaat voor de delegaties Commissiedocument COM(2009)614 definitief

Bijlage: COM(2009)614 definitief



COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Brussel, 4.11.2009
COM(2009)614 definitief

GROENBOEK

De koppeling van ondernemingsregisters

{SEC(2009) 1492}

GROENBOEK

De koppeling van ondernemingsregisters

(Voor de EER relevante tekst)

1. INLEIDING

De huidige financiële crisis heeft nogmaals duidelijk gemaakt hoe belangrijk transparantie op de financiële markten is. In de context van de maatregelen voor financieel herstel¹ is de verbetering van de toegang tot actuele en officiële informatie over vennootschappen te zien als een middel om het vertrouwen in de markten in geheel Europa te herstellen.

Ondernemingsregisters² spelen in dit opzicht een essentiële rol; zij registreren, onderzoeken en slaan vennootschapsinformatie zoals informatie over de rechtsvorm van een vennootschap, haar zetel, kapitaal en wettelijke vertegenwoordigers op en maken deze informatie beschikbaar voor het publiek. Zij kunnen tevens supplementaire diensten aanbieden, die per land kunnen verschillen. De minimumnormen voor de kerndiensten zijn bij Europese wetgeving vastgesteld³, en met name moeten de lidstaten sinds 1 januari 2007 elektronische ondernemingsregisters⁴ aanhouden. Niettemin opereren de ondernemingsregisters in Europa nationaal of regionaal: zij slaan alleen informatie op over op het grondgebied (land of regio) waar zij bevoegd zijn geregistreerde vennootschappen.

De bedrijven breiden zich door het aangrijpen van de door de interne markt geboden kansen steeds meer buiten de nationale grenzen uit. Bij grensoverschrijdende groepen alsook bij een groot aantal herstructureringsoperaties, zoals fusies en splitsingen, zijn vennootschappen uit verschillende lidstaten van de EU betrokken. Bovendien geeft de jurisprudentie van het Europees Hof van Justitie⁵ het afgelopen decennium de mogelijkheid een onderneming in een bepaalde lidstaat op te richten en haar ondernemingsactiviteiten geheel of gedeeltelijk in een andere lidstaat uit te oefenen.

¹ Mededeling aan de Europese Voorjaarsraad - Op weg naar Europees herstel, COM(2009) 114.

² "Ondernemingsregister" in dit Groenboek slaat op alle centrale, handels- en vennootschapsregisters in de zin van artikel 3 van de eerste richtlijn vennootschapsrecht (68/151/EEG).

³ Eerste Richtlijn van de Raad van 9 maart 1968 strekkende tot het coördineren van de waarborgen, welke in de lidstaten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van de tweede alinea van artikel 58 van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in deze vennootschappen als van derden, zulks teneinde die waarborgen gelijkwaardig te maken (PB L 65 van 14.3.1968, blz. 8); richtlijn laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn 2003/58/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2003 (PB L 221 van 4.9.2003, blz. 13).

⁴ Richtlijn 2003/58/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2003 tot wijziging van Richtlijn 68/151/EEG van de Raad met betrekking tot de openbaarmakingsvereisten voor bepaalde soorten ondernemingen (PB L 221 van 4.9.2003, blz. 13).

⁵ Zaken Centros (C-212/97), Überseering (C-208/00), Inspire Art (C-167/01).

Er is, voor commerciële doeleinden of om de toegang tot de rechter te vergemakkelijken, in toenemende mate vraag naar toegang tot informatie over vennootschappen in een grensoverschrijdende context. Terwijl echter over vennootschappen gemakkelijk officiële informatie in het land waarin ze zijn geregistreerd te verkrijgen is, kan de toegang tot deze informatie vanuit een andere lidstaat door technische of taalbarrières worden gehinderd⁶. Onder deze omstandigheden is het vergemakkelijken van grensoverschrijdende toegang tot officiële en betrouwbare vennootschapsinformatie voor crediteuren, zakelijke partners en consumenten nodig om een passende mate van transparantie en rechtszekerheid op de markten over geheel de EU te verzekeren. Daartoe is grensoverschrijdende samenwerking van ondernemingsregisters onontbeerlijk.

Bovendien hebben operaties zoals grensoverschrijdende fusies of zetelplaatswijzigingen en de oprichting van bijkantoren in andere lidstaten de dagelijkse samenwerking van nationale, regionale of lokale autoriteiten en/of ondernemingsregisters tot een noodzaak gemaakt. Hun samenwerking versnelt procedures en verhoogt de rechtszekerheid.

Efficiënte grensoverschrijdende samenwerking tussen de registers is niet alleen voor een vlotte werking van de interne markt van essentieel belang. Ook voor vennootschappen die grensoverschrijdend opereren, verminderen de kosten sterk. De Groep van onafhankelijke belanghebbenden op hoog niveau inzake administratieve lasten heeft aangegeven dat het vergemakkelijken van grensoverschrijdende toegang tot ondernemingsinformatie met elektronische middelen een manier is om grensoverschrijdende economische activiteiten te vergemakkelijken. De deskundigen, volgens wie in verband met bepaalde informatieverplichtingen die uit de elfde richtlijn vennootschapsrecht (89/666/EEG) voortvloeien besparingen van 161 miljoen euro mogelijk waren, waren een groot voorstander om interoperabiliteit tussen de handelsregisters in geheel Europa tot stand te brengen⁷.

De bestaande vrijwillige samenwerking tussen de ondernemingsregisters is evenwel niet voldoende. Er is behoefte aan verhoogde samenwerking tussen de registers. Er zijn hulpmiddelen en initiatieven – zoals het European Business Register (EBR), het e-justitieproject of het informatiesysteem voor de interne markt (IMI) – die de handhaving van dit rechtskader verder kunnen bevorderen, de communicatie tussen de bevoegde registers kunnen vergemakkelijken en de transparantie en het vertrouwen op de markt kunnen vergroten.

Voorliggend groenboek beschrijft het bestaande kader en onderzoekt verdere maatregelen om de toegang tot informatie over ondernemingen in geheel de EU te verbeteren en de richtlijnen vennootschapsrecht doeltreffender toe te passen.

⁶ De Elfde Richtlijn 89/666/EEG van de Raad van 21 december 1989 betreffende de openbaarmakingsplicht voor in een lidstaat opgerichte bijkantoren van vennootschappen die onder het recht van een andere staat vallen (PB L 395 van 30.12.1989, blz. 36) biedt een gedeeltelijke oplossing door vennootschappen te verplichten een minimuminformatiepakket te verstrekken in de taal van het land waar zij hun bijkantoor registreren.

⁷ Opinion of the High Level Group of Independent Stakeholders on Administrative Burdens ("Stoiber Group") on the priority area company law / annual accounts, 10 July 2008, § 22, http://ec.europa.eu/enterprise/admin-burdens-reduction/docs/080710_hlg_op_comp_law_final.pdf.

2. WAAROM IS VERHOOGDE SAMENWERKING TUSSEN DE ONDERNEMINGSREGISTERS NODIG?

De koppeling van ondernemingsregisters beoogt het bereiken van twee verschillende, maar verwante doelstellingen:

– Toegang tot informatie – het netwerk van ondernemingsregisters

Het vergemakkelijken van de toegang tot informatie over vennootschappen over de grenzen heen vergroot de transparantie op de interne markt, verhoogt de bescherming van aandeelhouders en derden en helpt het vertrouwen in de markten te herstellen. De grensoverschrijdende toegang tot informatie is sterk bevorderd door de inwerkingtreding van de wijziging in 2003 van de eerste richtlijn vennootschapsrecht (2003/58/EG) op grond waarvan met ingang van 1 januari 2007 elektronische bedrijfregisters in de lidstaten zijn ingevoerd. Burgers en ondernemingen moeten evenwel nog in ten minste 27 registers naar ondernemingsinformatie over vennootschappen op zoek. Ook al zijn de registers online raadpleegbaar, toch worden belanghebbenden met verschillende talen, zoekvoorwaarden, structuren geconfronteerd. Eén toegangspunt voor ondernemingsinformatie over alle Europese vennootschappen kan voor de bedrijven een tijds- en kostenbesparing betekenen.

Het is bijgevolg tijd na te denken over de volgende stappen in dit proces. Eerst en vooral dienen alle lidstaten aan de samenwerking en de besluitvorming over de voorwaarden ervan deel te nemen. Het moet mogelijk zijn betrouwbare informatie over vennootschappen in alle lidstaten, bij voorkeur in alle officiële talen van de EU, te kunnen raadplegen. Het moet eveneens mogelijk zijn naar informatie over een in verschillende lidstaten actieve vennootschap of groep vennootschappen op zoek te gaan zonder dat de desbetreffende nationale of regionale registers één voor één dienen te worden doorzocht. De kwaliteit van de dienst moet in de gehele EU op hetzelfde niveau staan.

– Samenwerking van ondernemingsregisters in het kader van grensoverschrijdende procedures

Het tweede doel van de koppeling van ondernemingsregisters is de samenwerking bij grensoverschrijdende procedures, zoals grensoverschrijdende fusies, zetelplaatswijzigingen of insolventieprocedures, te versterken. Dergelijke grensoverschrijdende samenwerking is vereist op grond van verschillende vennootschapsrechtelijke instrumenten, zoals geïllustreerd in kader 1.

Kader 1 – Vennootschapsrechtelijke instrumenten en samenwerking tussen ondernemingsregisters

Grensoverschrijdende samenwerking van ondernemingsregisters wordt expliciet verplicht gesteld door de richtlijn inzake grensoverschrijdende fusies⁸ en het statuut van de Europese vennootschap (SE)⁹ en

⁸ Richtlijn 2005/56/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 betreffende grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen (PB L 310 van 25.11.2005, blz. 1).

⁹ Verordening (EG) nr. 2001/2157 van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap (SE) (PB L 294 van 10.11.2001, blz. 1).

de Europese coöperatieve vennootschap (SCE)¹⁰. Deze bepalingen versnellen registratieprocedures en vergroten bijgevolg de rechtszekerheid door ervoor te zorgen dat de bevoegde ondernemingsregisters elkaar rechtstreeks in kennis stellen van bepaalde maatregelen die worden genomen¹¹. Rechtstreekse contact tussen de registers vergemakkelijkt tevens de informatie-uitwisseling en zorgt aldus voor een betere informatievoorziening van de stakeholders in andere lidstaten.

Bovendien maken de (bij de elfde richtlijn vennootschapsrecht (89/666/EEG) ingestelde) openbaarmakingsvereisten voor buitenlandse bijkantoren de samenwerking van ondernemingsregisters in de praktijk onontbeerlijk. De richtlijn verplicht vennootschappen een aantal bijzonderheden en documenten openbaar te maken wanneer zij in een andere lidstaat een bijkantoor openen. De openbaarmaking moet plaatsvinden in de taal van het land waar het bijkantoor wordt geregistreerd om de informatieverstrekking aan derden te verbeteren. Rechtstreekse communicatie tussen ondernemingsregisters is nodig om te controleren of de desbetreffende gegevens juist en actueel zijn en aldus de belangen van de crediteuren en consumenten die in contact staan met het bijkantoor te beschermen.

Ten slotte kan, zodra het statuut van de Europese besloten vennootschap (SPE) is vastgesteld¹², het aantal gevallen dat grensoverschrijdende samenwerking vereist fors toenemen. De SPE kan voor kleine en middelgrote ondernemingen (kmo's) een eenvoudig en flexibel instrument zijn om hun activiteiten op de interne markt uit te breiden. Bijgevolg dient voor gemakkelijke toegang tot officiële informatie over deze in verschillende lidstaten opererende vennootschappen te worden gezorgd.

In dat verband moeten bevoegde autoriteiten en/of ondernemingsregisters duidelijk identificeerbaar zijn en dienen veilige, vooraf ingestelde kanalen beschikbaar te zijn voor de communicatie tussen hen. Een en ander zal de grensoverschrijdende procedures versnellen en de rechtszekerheid vergroten en zal bijdragen tot de daling van de administratieve lasten van vennootschappen.

Voorts schrijft de elfde richtlijn vennootschapsrecht (89/666/EEG) een lijst van informatie voor die vennootschappen moeten registreren wanneer zij een bijkantoor in een andere lidstaat oprichten. Vennootschappen actualiseren deze informatie echter vaak niet. Dit verzuim kan kritieke gevolgen hebben met name wanneer het register van het bijkantoor niet in kennis wordt gesteld van de ontbinding van de vennootschap en het register bijgevolg misleidende informatie aan derden verstrekt. Het ondernemingsregister van het bijkantoor moet dan ook regelmatig en automatisch op de hoogte worden gebracht van relevante statuutwijzigingen van de vennootschap. Door een dergelijke verandering kunnen tevens de deponeringsverplichtingen worden teruggeschroefd en aldus de administratieve lasten voor vennootschappen dalen.

Verhoogde samenwerking tussen ondernemingsregisters kan voordeling zijn in verband met mogelijke synergieën bij de openbaarmaking van vennootschapsinformatie door andere instanties. Zo bevat met betrekking tot het verbeteren van de transparantie van de financiële markten de transparantierichtlijn¹³

¹⁰ Verordening (EG) nr. 1435/2003 van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor een Europese Coöperatieve Vennootschap (SCE) (PB L 207 van 18.8.2003, blz. 1).

¹¹ Zo wordt bij een grensoverschrijdende wijziging van de zetelplaats van een SE door rechtstreekse communicatie tussen de registers de overgangperiode tijdens welke de vennootschap in twee lidstaten is geregistreerd maximaal verkort.

¹² Voorstel voor een verordening van de Raad betreffende het statuut van de Europese besloten vennootschap, COM(2008) 396 definitief.

¹³ Richtlijn 2004/109/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 2004 betreffende de transparantievereisten die gelden voor informatie over uitgevende instellingen waarvan effecten tot de

een aantal bepalingen om ervoor te zorgen dat beleggers toegang hebben tot betrouwbare financiële informatie over uitgevende instellingen waarvan effecten tot de handel op een gereglementeerde markt zijn toegelaten. Deze richtlijn vereist onder meer dat dergelijke informatie voor het publiek beschikbaar wordt gehouden in de zogenaamde officieel aangewezen mechanismen voor de centrale opslag van gereglementeerde informatie. Het elektronische netwerk van dergelijke officieel aangewezen opslagmechanismen kan de beschikbaarheid van financiële informatie over beursgenoteerde vennootschappen in geheel Europa bevorderen¹⁴. Op termijn is één toegangspunt voor alle juridische informatie (opgeslagen in de ondernemingsregisters) en financiële informatie (opgeslagen in de voornoemde opslagmechanismen) over beursgenoteerde vennootschappen denkbaar. Nauwere samenwerking tussen ondernemingsregisters zou tevens bijdragen tot de efficiënte en effectieve werking van grensoverschrijdende insolventieprocedures, overeenkomstig de doelstelling die door de Verordening betreffende insolventieprocedures (1346/2000/EC) wordt nagestreefd¹⁵.

3. BESTAANDE SAMENWERKINGSMECHANISMEN

3.1. Bestaande samenwerkingsmechanismen tussen ondernemingsregisters

De noodzaak van grensoverschrijdende samenwerking tussen ondernemingsregisters is ongeveer twee decennia geleden onderkend, hetgeen tot het opstarten van het zogenaamde initiatief voor het European Business Register (EBR) heeft geleid. Het ging om een vrijwillig project dat door de ondernemingsregisters met steun van de Europese Commissie is ondernomen (zie kader 2).

Kader 2 – Het European Business Register (EBR)

Het EBR¹⁶ is opgestart als een initiatief tussen ondernemingsregisters en vandaag neemt een meerderheid van EU-registers eraan deel. Momenteel combineert het EBR registers uit 18 lidstaten¹⁷ en zes andere Europese jurisdicties^{18, 19}.

Het EBR is een netwerk van ondernemingsregisters dat tot doel heeft betrouwbare informatie over vennootschappen over heel Europa aan te bieden. Burgers, ondernemingen en overheidsinstanties kunnen, door het invoeren van één zoekopdracht in hun eigen taal, alle ondernemingsregisters die aangesloten zijn bij het EBR doorzoeken op een vennootschapsnaam of in sommige gevallen een natuurlijke persoon. Naar aanleiding van de zoekopdracht gevonden informatie wordt beschikbaar gesteld in de taal waarin is gezocht. De juridische aspecten van de gegevensoverdracht binnen het

handel op een gereglementeerde markt zijn toegelaten en tot wijziging van Richtlijn 2001/34/EG, (PB L 390 van 31.12.2004, blz. 38).

¹⁴ Aanbeveling van de Commissie van 11 oktober 2007 over het elektronische netwerk van officieel aangewezen mechanismen voor de centrale opslag van gereglementeerde informatie als bedoeld in Richtlijn 2004/109/EG van het Europees Parlement en de Raad (2007/657/EG), (PB L 267 van 12.10.2007).

¹⁵ Verordening (EG) nr. 1346/2000 van de Raad van 29 mei 2000 betreffende insolventieprocedures (PB L 160 van 30.6.2000, blz. 1).

¹⁶ <http://www.ebr.org>.

¹⁷ België, Denemarken, Duitsland, Estland, Finland, Frankrijk, Griekenland, Ierland, Italië, Letland, Litouwen, Luxemburg, Nederland, Oostenrijk, Slovenië, Spanje, Zweden, VK.

¹⁸ Guernsey, Jersey, Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië, Noorwegen, Servië, Oekraïne.

¹⁹ Litouwen en Guernsey zijn onlangs toegetreden, maar zijn technisch nog niet in het netwerk geïntegreerd.

netwerk en met name de bescherming van persoonsgegevens vallen onder het nationale recht, met inbegrip van de bepalingen tot uitvoering van de communautaire gegevensbeschermingsregels²⁰.

Deelname aan het EBR-netwerk is voor de registers vrijwillig en gebeurt op contractbasis (overeenkomst tot uitwisseling van informatie). Ook heeft het European Business Register de vorm van een Europees economisch samenwerkingsverband (EESV)²¹ aangenomen maar mogen wegens de specificiteit van bepaalde nationale rechtsstelsels niet alle registers eraan deelnemen.

Voor een meer gedetailleerde beschrijving van dit project: zie het voortgangsrapport dat dit groenboek vergezelt.

De EBR-samenwerking kent echter een aantal beperkingen. In de eerste plaats heeft het informele karakter van de EBR-samenwerking weliswaar tot de flexibiliteit ervan bijgedragen, maar heeft het de uitbreiding van het netwerk sterk bemoeilijkt, hetgeen bijgevolg een langdurig proces zal zijn. Bovendien hebben het EBR noch de desbetreffende ondernemingsregisters, met name die welke uit publieke middelen worden gefinancierd, toegang tot voldoende financiering om sneller een netwerk dat alle lidstaten bestrijkt uit te bouwen.

In de tweede plaats beperkt de EBR-samenwerking zich tot het vergemakkelijken van grensoverschrijdende toegang tot vennootschapsinformatie (de eerste doelstelling die in hoofdstuk 2 wordt geschetst) en voorziet het EBR niet in samenwerking tussen registers in het kader van grensoverschrijdende procedures (de tweede doelstelling die in hoofdstuk 2 wordt geschetst). Dit heeft ertoe geleid dat een aantal EBR-partners een, grotendeels door de Europese Commissie gefinancierd, onderzoeksinitiatief heeft opgestart om de koppeling van registers te bevorderen (**Business Register Interoperability Throughout Europe – BRITE**)²². Het in maart 2009 voltooide BRITE-project was gericht op het ontwikkelen en implementeren van een geavanceerd en innovatief interoperabiliteitsmodel, een ICT-dienstplatform en een managementinstrument voor ondernemingsregisters voor interactie in geheel de EU, waarbij met name grensoverschrijdende zetelplaatswijzigingen, fusies en de betere controle van bijkantoren van in andere lidstaten geregistreerde vennootschappen centraal stonden.

Het BRITE-project was evenwel een onderzoeksproject en de resultaten ervan zijn aldus slechts in enkele landen geïmplementeerd om de functionaliteit ervan te testen. Sinds het einde van de projectfase heeft er tussen de deelnemende lidstaten een discussie plaatsgevonden over het toekomstige gebruik van de projectresultaten. In november 2009 wordt een op de toekomst gerichte strategische schets

²⁰ Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens (PB L 281 van 23.11.1995, blz. 31).

²¹ Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden (EESV), (PB L 199 van 31.7.1985, blz. 1). Het EESV is een juridisch lichaam dat tot doel heeft de economische activiteiten van zijn leden te vergemakkelijken of te ontwikkelen en de resultaten van deze activiteiten te verbeteren of uit te breiden. Het doel ervan is niet het behalen van winst voor zichzelf. Zijn werkzaamheid dient samen te hangen met de economische werkzaamheid van zijn leden en kan ten opzichte daarvan slechts een ondersteunend karakter hebben (artikel 3).

²² <http://www.briteproject.eu> Voor een meer gedetailleerde beschrijving van dit project: zie het voortgangsrapport dat dit groenboek vergezelt.

gepresenteerd²³ over de vraag hoe de diensten die als follow-up van het BRITE-project werden beoogd het best kunnen worden aangehouden en hoe de verantwoordelijkheid voor het beheer ervan kan worden geregeld.

3.2. Andere instrumenten en initiatieven: IMI en e-justitie

In zoverre de bestaande samenwerkingsmechanismen niet toereikend zijn om aan de toegenomen samenwerkingsbehoeften te voldoen, loont het de moeite andere instrumenten en initiatieven – zoals het informatiesysteem voor de interne markt (IMI) of het e-justitieproject – te onderzoeken die de handhaving van dit rechtskader verder kunnen bevorderen en de transparantie op de markt kunnen vergroten²⁴.

Het **informatiesysteem voor de interne markt (IMI)** is een instrument om de administratieve samenwerking tussen de lidstaten te verbeteren teneinde de werking van de internemarktwetgeving te verbeteren. In maart 2006 hebben de lidstaten een voorstel goedgekeurd om het IMI te ontwikkelen, dat in dit stadium gebruikt wordt voor de handhaving van de richtlijn beroepskwalificaties²⁵. Vanaf eind 2009 zal het IMI tevens de handhaving van de dienstenrichtlijn²⁶ ondersteunen²⁷ (zie kader 3).

Kader 3 – Het informatiesysteem voor de interne markt (IMI)

Het IMI is een door de Commissie beheerde beveiligde webtoepassing. Het is een gesloten netwerk dat de bevoegde autoriteiten in de lidstaten een eenvoudig instrument aanbiedt om relevante gesprekspartners in andere lidstaten te vinden en met hen snel en efficiënt te communiceren. Informatieverzoeken worden binnen het IMI behandeld met behulp van een gestructureerd pakket van vragen en antwoorden. De vragen zijn door de vertaaldiensten van de Europese Commissie vooraf in alle officiële talen vertaald hetgeen borg staat voor een betrouwbare en rechtszekere talige ondersteuning. Bovendien omvat het IMI een transparante reeks van procedures voor de afhandeling van verzoeken waarmee alle lidstaten hebben ingestemd.

Voor een meer gedetailleerde beschrijving van dit project: zie het voortgangsrapport dat dit groenboek vergezelt.

Het **e-justitie-initiatief** ten slotte beoogt het ondersteunen van de werkzaamheden van de justitiële autoriteiten of de rechtspractici en het vergemakkelijken van de toegang van de burgers tot justitiële, juridische informatie. Sinds de opstart in juni 2007 is de reikwijdte ervan geleidelijk aan uitgebreid en verlenen zowel de lidstaten als de Europese Commissie hoge prioriteit aan de implementatie ervan. Een van de specifieke projecten dat tastbare resultaten moet opleveren, is het Europese e-

²³ Het Zweedse registratiebureau voor ondernemingen treedt in november 2009 als gastheer op voor een conferentie over grensoverschrijdende uitwisseling van zakelijke informatie. Doel van de conferentie is de werkzaamheden voor te zetten die in het kader van het EBR reeds aan de gang zijn, maar ook de resultaten van het BRITE-projecten te ontwikkelen. Voor nadere bijzonderheden: http://www.tripppus.se/eventus/eventus_cat.asp?EventusCat_ID=10113&Lang=eng&c=.

²⁴ Er dient ook aandacht te worden geschonken aan het Uw Europa – Bedrijfsleven-portaal, omdat dit één toegangspunt op EU-niveau tot door overheidsinstanties ter ondersteuning van ondernemingen verstrekte informatie en verleende diensten aanbiedt. Dit portaal wordt gezamenlijk door de Europese Commissie en nationale autoriteiten aangeboden. http://ec.europa.eu/youreurope/business/index_en.htm.

²⁵ Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties (PB L 255 van 30.9.2005, blz. 22).

²⁶ Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt (PB L 376 van 27.12.2006, blz. 36).

²⁷ Momenteel bevindt de ondersteuning van de dienstenrichtlijn zich in een proeffase.

justitieportaal, dat bij het jaareinde online zou gaan. Zodra het portaal online is, wordt het het belangrijkste toegangspunt voor juridische informatie, gerechtelijke en administratieve instellingen, registers, databases en andere diensten binnen het raamwerk van het Europese justitieproject.

Het meerjarenactieplan 2009-2013 voor de Europese e-justitie²⁸ handelt over de kwestie van de integratie van het European Business Register in het portaal en stelt een zogenaamde gefaseerde aanpak voor. In de eerste fase, van bij het opstarten van het e-justitieportaal, zal een link met het EBR worden aangeboden. Op middellange en lange termijn (de tweede fase) moet er worden nagedacht over de mogelijkheid tot gedeeltelijke integratie van het EBR in het portaal zelf. De nadere invulling van de tweede fase moet verder worden geanalyseerd. De lidstaten zijn echter overeengekomen dat deze verdere fase moet voortbouwen op de resultaten die tot dusver door het EBR zijn behaald.

4. VERDERE MAATREGELEN

De in dit hoofdstuk beschreven opties omvatten een aantal suggesties om de hiervoor uiteengezette kwesties aan te pakken. De verschillende opties vereisen een verschillende betrokkenheid en inzet van de lidstaten. De Commissie verzoekt alle belanghebbenden hun zienswijze over de onderstaande overwegingen te formuleren.

Misschien moet elk van de mogelijke verdere maatregelen door een wetgevingsvoorstel worden geflankeerd om een duidelijk rechtskader voor de samenwerking te creëren. De toegevoegde waarde van dergelijke wetgevingsvoorstellen moet evenwel via effectbeoordelingen worden beoordeeld overeenkomstig de effectbeoordelingsrichtsnoeren van de Commissie²⁹.

4.1. Toegang tot informatie – het netwerk van ondernemingsregisters

Om de toegang tot informatie over vennootschappen over de grenzen heen te vergemakkelijken, is een netwerk van ondernemingsregisters nodig waaraan alle lidstaten deelnemen. Terwijl het redelijk is op de door het EBR reeds behaalde resultaten voort te bouwen – er nemen reeds 18 lidstaten aan dat netwerk deel – is verbetering ervan met regelgevende middelen lastig wegens het overwegend private karakter van de samenwerking.

Het netwerk van ondernemingsregisters heeft alleen dan echte toegevoegde waarde als het de registers van alle 27 de lidstaten bestrijkt. Een mogelijke manier om ervoor te zorgen dat op grote schaal aan een netwerk wordt deelgenomen bestaat erin, mogelijk in de eerste richtlijn vennootschapsrecht (68/151/EEG), de koppeling van alle ondernemingsregisters in de EU op te leggen. De lidstaten moeten echter zelf kunnen beslissen hoe dit netwerk wordt opgezet en wat de voorwaarden van de samenwerking zijn. Het kan nuttig zijn voor sommige elementen van het netwerk een stevigere rechtsgrondslag te creëren, maar de nadere regels voor de samenwerking moeten worden bepaald via een overeenkomst betreffende de governance van het

²⁸ Raad: Meerjarenactieplan 2009-2013 voor de Europese e-justitie (2009/C 75/01). Voor een meer gedetailleerde beschrijving van dit project: zie het voortgangsrapport dat dit groenboek vergezelt.

²⁹ SEC(2009) 92.

elektronische netwerk van ondernemingsregisters (“governanceovereenkomst”). In de overeenkomst kunnen punten geregeld worden zoals de voorwaarden voor toetreding tot het netwerk, daaronder begrepen de verhouding met niet-EU-leden, de aanstelling van een orgaan dat het netwerk beheert, punten in verband met verantwoordelijkheid, financiering, oplossing van geschillen, enz. In de overeenkomst kunnen ook punten worden geregeld die betrekking hebben op het onderhoud van de centrale server en het zorgen van publiekstoegang in alle officiële talen van de EU. Bij een contractuele oplossing blijft het flexibele karakter van de samenwerking bewaard. De lidstaten kunnen besluiten op de reeds bestaande resultaten van het EBR voort te bouwen of een ander pad te bewandelen. Ondernemingsregisters die aan het netwerk deelnemen, moeten hun eigen tarifieringsbeleid kunnen uitstippelen. Daarbij mogen zij echter geen eindgebruikers discrimineren. Tevens dient verzekerd te worden dat de ondernemingsregisters die aan het netwerk deelnemen aan minimale beveiligings- en gegevensbeschermingsnormen, daaronder begrepen de communautaire gegevensbeschermingsregels (95/46/EG) en de toepasselijke nationale bepalingen, voldoen.

De via een uitgebreid netwerk van registers toegankelijke ondernemingsinformatie kan ook voor het e-justitieportaal waardevol zijn, dat het belangrijkste toegangspunt voor juridische informatie en diensten in de EU wordt. Een gemeenschappelijke strategie en de nadere technische bepalingen inzake de verhouding tussen de twee entiteiten vereisen verdere analyse; met name moet worden vermeden dat de werkzaamheden van het netwerk van registers en het portaal elkaar overlappen. In ieder geval kan het portaal zijn voordeel doen met de verbetering van zijn voornaamste bron van ondernemingsinformatie. Onafhankelijk van het gebruik van een netwerk is er ook een optie om alle EU-ondernemingsregisters te verplichten rechtstreeks via het internet, bijvoorbeeld door het aanbieden van een specifieke en genormaliseerde webdienst, toegang te verlenen tot een genormaliseerd basisinformatiepakket.

Ten slotte is, om de toegang tot informatie over vennootschappen nog verder te vergemakkelijken, op langere termijn de koppeling denkbaar van het netwerk van ondernemingsregisters met het op grond van de transparantierichtlijn (2004/109/EG) opgerichte elektronische netwerk om gereguleerde informatie over beursgenoteerde vennootschappen op te slaan. Deze koppeling kan tot de oprichting van één toegangspunt voor alle financiële en juridische informatie over uitgevende instellingen waarvan effecten tot de handel op een gereguleerde markt zijn toegelaten leiden en aldus de markttransparantie verhogen.

Belanghebbenden wordt verzocht hun mening te geven over de volgende punten:

- Is een verbeterd netwerk van de ondernemingsregisters van de lidstaten noodzakelijk?
- Kunnen de nadere regels voor zulk een samenwerking bij een “governanceovereenkomst” tussen de vertegenwoordigers van de lidstaten en de ondernemingsregisters worden bepaald?
- Zien zij toegevoegde waarde in het op termijn koppelen van het netwerk van ondernemingsregisters met het op grond van de transparantierichtlijn ingestelde

elektronische netwerk om gereguleerde informatie over beursgenoteerde vennootschappen op te slaan?

Indien de bovenstaande maatregelen niet passend worden geacht, wordt de stakeholders verzocht de voordelen van een alternatief of eventueel een status-quo toe te lichten. Bovendien wordt de stakeholders verzocht feitelijke gegevens te verstrekken betreffende de potentiële effecten in termen van kosten en baten, daaronder begrepen vereenvoudiging en vermindering van de administratieve lasten, van de bovenstaande opties of de voorgestelde alternatieven.

4.2. Samenwerking van ondernemingsregisters bij grensoverschrijdende fusies en zetelplaatswijzigingen

Er zijn hoofdzakelijk twee opties om bij procedures zoals grensoverschrijdende fusies en zetelplaatswijzigingen de communicatie tussen de ondernemingsregisters te vergemakkelijken. De eerste optie is het gebruik van de resultaten van het BRITE-project en de aanwijzing of oprichting van een entiteit die belast is met het onderhouden van de nodige diensten die zich tot alle lidstaten uitstrekken. De tweede optie is het gebruik van het reeds operationele informatiesysteem voor de interne markt (IMI), dat capaciteit heeft om in de komende jaren tot nieuwe gebieden van communautaire wetgeving te worden uitgebreid.

– Optie 1 – Gebruik van de resultaten van het BRITE-project

Om een efficiënte ondersteunende dienst voor de richtlijnen vennootschapsrecht in het leven te roepen, is het onontbeerlijk een oplossing te vinden die in alle lidstaten uitvoerbaar is. De in het BRITE-project ontwikkelde oplossingen zijn gericht op de samenwerking van ondernemingsregisters en het zorgen voor een hoog niveau van interoperabiliteit. De rechten op de technologische oplossingen behoren evenwel aan de leden van het BRITE-consortium toe. Het gebruik van deze technologieën is dan ook enkel op contractbasis mogelijk.

Momenteel zijn 18 lidstaten betrokken bij een samenwerking in de context van het EBR; oorspronkelijk hebben slechts zes staten (vijf lidstaten³⁰ en Noorwegen) aan het BRITE-project en de BRITE-subprojecten deelgenomen, Letland, Duitsland (Noordrijn-Westfalen) en FYROM treden in een later stadium toe. De oprichting van een netwerk van ondernemingsregisters zoals hierboven vermeld zal waarschijnlijk bijdragen tot de implementatie van de resultaten van het BRITE-project die anders veel tijd kan kosten.

Wat de kosten van deze optie betreft: aangezien het gebruik van de desbetreffende diensten vrijwillig blijft, zullen de kosten van toetreding tot en deelname aan de samenwerking afhangen van hetgeen de partijen overeenkomen.

– Optie 2 – Het informatiesysteem voor de interne markt (IMI)

Momenteel wordt het IMI door meer dan 1 600 bevoegde autoriteiten in 27 lidstaten en drie EER-landen gebruikt om overeenkomstig de richtlijn beroepskwalificaties (2005/36/EG) en, in het kader van een proefproject, de richtlijn diensten (2006/123/EG) informatie uit te wisselen.

Het voordeel van het IMI ligt in het herbruikbare kader voor administratieve samenwerking dat het biedt. Met zijn database ten behoeve van bevoegde autoriteiten, zijn talige ondersteuning en zijn mogelijkheden om het aanmaken van gestructureerde pakketten van vragen en antwoorden te ondersteunen, kan het de uitvoering van alle internemarktwetgeving ondersteunen. Een autoriteit hoeft bijgevolg slechts één systeem te gebruiken en zich er slechts eenmaal voor te

³⁰

Zweden, Ierland, Spanje, Italië, Denemarken.

registreren. Afhankelijk van haar bevoegdheidsgebied kan zij toegang krijgen tot een of meer van de in het IMI ondersteunde wetgevingsgebieden.

Het IMI is niet specifiek ontwikkeld voor communicatie tussen ondernemingsregisters. Het pakket van procedures (workflow) voor de kennisgevingen in de context van de richtlijnen vennootschapsrecht is echter hetzelfde als momenteel voor informatieverzoeken in verband met beroepskwalificaties en diensten wordt gebruikt.

Het gebruik van het IMI zou geen andere belangrijke investeringen van de lidstaten vereisen dan het aanwijzen van hun bevoegde ondernemingsregisters en de personen die toegangsrechten voor het IMI hebben.

De kwestie van de openbaarmakingsvereisten voor buitenlandse bijkantoren moet onafhankelijk van de grensoverschrijdende fusies en zetelplaatswijzigingen worden onderzocht. Bij grensoverschrijdende fusies en zetelplaatswijzigingen is de noodzaak van samenwerking tussen de registers beperkt tot bepaalde, welomschreven stappen in de procedure. Wanneer het echter om een buitenlands bijkantoor gaat, moeten de gegevens in het ondernemingsregister van de vennootschap en die van het buitenlands bijkantoor regelmatig en automatisch op discrepanties worden gecontroleerd. Dit vereist een permanente verbinding en een geautomatiseerde vergelijkende controle van de inhoud van de twee registers.

– Een combinatie van optie 1 en 2

Wat de samenwerking van ondernemingsregisters bij grensoverschrijdende fusies en zetelplaatswijzigingen betreft, de in de context van het BRITE-project ontwikkelde technologieën zijn specifiek op de samenwerking van ondernemingsregisters gericht. Indien het netwerk van ondernemingsregisters een stevigere juridische en contractuele grondslag krijgt, kunnen ook het gebruik van de technologie en de voorwaarden van de BRITE-gebaseerde samenwerking door de deelnemende lidstaten worden bepaald.

Niettemin is een duidelijk voordeel van het IMI vergeleken met de andere vorm van samenwerking dat alle lidstaten van de EU al aan het systeem deelnemen. Aan deze samenwerking neemt elke lidstaat deel en het kan bijgevolg een logische stap zijn het systeem tot een grotere verscheidenheid van procedures uit te breiden. Gebruik van het IMI, zelfs als overgangsoptie, om grensoverschrijdende fusies en zetelplaatswijzigingen te vergemakkelijken, moet, met name afhankelijk van het tempo van de uitbreiding van het netwerk en de BRITE-gebaseerde diensten, worden overwogen.

Het ontbreken van automatische kennisgeving kan echter bij bepaalde grensoverschrijdende procedures als een nadeel van het informatiesysteem voor de interne markt worden gezien. Terwijl het systeem geschikt en praktisch lijkt om informatie over grensoverschrijdende fusies of zetelplaatswijzigingen over te brengen, kan het nauwelijks worden gebruikt om in de plaats te treden voor een geautomatiseerde verificatie van de status van een vennootschap en haar buitenlands bijkantoor, waarvoor de regelmatige controle van talrijke gegevens vereist is.

Bovendien verplicht de elfde richtlijn vennootschapsrecht (89/666/EEG), anders dan de richtlijn voor grensoverschrijdende fusies (2005/56/EG) en de verordeningen over de SE (2001/2157) en de SCE (2003/1435), de desbetreffende ondernemingsregisters wettelijk niet tot samenwerking. Bijgevolg lijkt het nodig met betrekking tot buitenlandse bijkantoren een rechtsgrondslag voor een dergelijke samenwerking in te stellen.

Om af te ronden, het IMI lijkt een haalbare optie om tijdelijk of zelfs permanent de communicatie tussen ondernemingsregisters in verschillende lidstaten te vergemakkelijken. Het is echter niet bestemd voor de geautomatiseerde gegevensoverdracht die vereist is voor de handhaving van de elfde richtlijn vennootschapsrecht (89/666/EEG).

Belanghebbenden wordt verzocht hun mening te geven over de volgende punten:

- Naar welke oplossing of combinatie van oplossingen gaat uw voorkeur uit om de communicatie tussen ondernemingsregisters bij grensoverschrijdende fusies en zetelplaatswijzigingen te vergemakkelijken?
- Kunt u achter de voorgestelde oplossing betreffende de openbaarmakingsvereisten voor buitenlandse bijkantoren staan?

Indien een van de hierboven behandelde maatregelen ongeschikt wordt geacht, wordt de stakeholders verzocht de voordelen van een alternatief of, eventueel een status-quo, toe te lichten. Bovendien wordt de stakeholders verzocht feitelijke gegevens te verstrekken betreffende de potentiële effecten in termen van kosten en baten, daaronder begrepen vereenvoudiging en vermindering van de administratieve lasten, van de bovenstaande opties of de voorgestelde alternatieven.

5. VOLGENDE STAPPEN

De lidstaten, het Europees Parlement, het Economisch en Sociaal Comité en de belanghebbenden wordt verzocht hun standpunt over de in voorliggend groenboek opgenomen suggesties voor te leggen om tot brede consensus te komen over de maatregelen die denkbaar zijn. Bijdragen worden ingewacht tot 31 januari 2010. In de follow-up van onderhavig groenboek zal de Commissie op basis van de ontvangen antwoorden een beslissing nemen over de volgende stappen.

De bijdragen zullen op het internet worden gepubliceerd. Belangrijk is dat u de bijgaande verklaring leest inzake de vertrouwelijke behandeling van uw persoonlijke gegevens en uw bijdrage.

In het Groenboek met betrekking tot de koppeling van ondernemingsregisters (document 15801 DRS 67) worden een aantal vragen voorgelegd aan de lidstaten, waar men van Belgische zijde als volgt wenst op te reageren:

- **Is een verbeterd netwerk van ondernemingsregisters van de lidstaten noodzakelijk?**

Ja, een verbeterd netwerk voor gegevensuitwisseling, dit zowel op het vlak van de toegang tot informatie (het netwerk van ondernemingsregisters), als op het vlak van de samenwerking van de ondernemingsregisters, in het kader van grensoverschrijdende procedures, is aangewezen. Een scherp onderscheid tussen beide noties mag echter niet worden gehanteerd.

BE is van mening dat ook het geïnteresseerde (betrokken) publiek recht heeft op een snelle toegang tot informatie over grensoverschrijdende gebeurtenissen (fusies, splitsingen, zetelaanpassingen, ontwikkelingen betreffende buitenlandse moederbedrijven).

Uitgaande van het standpunt dat op termijn de functionaliteit van een Europees ondernemingsregister wenselijk of zelfs noodzakelijk is, zijn we voorstander van een geconsolideerd systeem dat gebaseerd is op opgelegde standaarden en een integratie voorziet tussen de verschillende nationale business registers. Naar analogie met het SEPA-project voor het betalingsverkeer, zou men een “uniek” Europees ondernemingsnummer kunnen opleggen (cfr IBAN-structuur) en een technisch platform ter beschikking stellen die voorziet in een uitwisseling van gegevens tussen lidstaten.

In dit stadium en op basis van de beschikbare gegevens wenst BE nog geen specifieke keuze te maken. Niettemin wenst BE volgende opmerkingen kenbaar te maken:

EBR

EBR heeft zijn merites, maar het Progress Report (Commission Staff Working Document 15801 DRS 67) geeft duidelijk een aantal structurele problemen aan. De structurele problemen mbt tot EBR leiden er toe dat de waardevolle bevindingen van het BRITE-project, momenteel moeilijk of niet kunnen geïmplementeerd worden op EU-vlak.

Daarnaast erkent BE dat bestaande systemen zoals IMI en E-Justice (gedeeltelijk) mogelijkheden bieden maar weliswaar niet alle functionaliteiten dekken van een Europees ondernemingsregister.

Tot slot wenst BE aandacht voor:

- nadere behoefte aan een eenvoudig, adequaat juridisch kader, basis en invulling op Europees vlak.
 - een verplichte participatie van de 27 lidstaten, met de mogelijkheid van derde landen om ook deel uit te maken van dit gebeuren (op contractuele basis)
 - de financiering van de ontwikkeling, werking en onderhoud van de registers
 - gemakkelijke en snelle toegang tot de juiste informatie voor het publiek en de openbare diensten (eventueel gedeeltelijk niet “publiek”).
- **Kunnen de nadere regels voor zulk een samenwerking bij een “governanceovereenkomst” tussen de vertegenwoordigers van de lidstaten en de ondernemingsregisters worden bepaald?**

De verwijzing naar de governanceovereenkomst moet waarschijnlijk gezien worden in het licht van de huidige problemen waarmee EBR geconfronteerd wordt (zie supra). BE is echter voorstander van een juridisch bindende aanpak.

Vraag is welke grondslag in het EU-Verdrag zou kunnen gehanteerd worden?

- **Zien zij de toegevoegde waarde in het op termijn koppelen van het netwerk van ondernemingsregisters met het oog op grond van de transparantierichtlijn ingestelde elektronische netwerk om gereguleerde informatie over beursgenoteerde vennootschappen op te slaan?**

Ja.

- **Indien de bovenstaande maatregelen niet passend worden geacht, wordt de stakeholders verzocht de voordelen van een alternatief of eventueel een status-quo toe te lichten. Bovendien wordt de stakeholders verzocht feitelijke gegevens te verstrekken betreffende de potentiële effecten in termen van kosten en baten, daaronder begrepen vereenvoudiging en vermindering van de administratieve lasten, van de bovenstaande opties of voorgesteld initiatieven.**

BE pleit hier voor een grondige studie vanwege de COM, gezien deze aangelegenheid vanuit Europees perspectief dient benaderd te worden.

- **Naar welke oplossing of combinatie van oplossingen gaat uw voorkeur uit om de communicatie tussen ondernemingsregisters bij grensoverschrijdende fusies en zetelaanpassingen te vergemakkelijken?**

BE is voorstander om het BRITE-project verder te zetten en de scope uit te breiden, met aandacht voor de problemen vermeld in het Groenboek (onder optie 1 – het gebruik van de resultaten van het Brite-project). Tevens moet al voorzien worden in de nodige rechtsgrondslagen.

- **Kunt u achter de voorgestelde oplossing betreffende de openbaarmakingsvereisten voor buitenlandse bijkantoren staan?**

Ja. (zie supra)

- **Indien een van de hierboven behandelde maatregelen ongeschikt wordt geacht, wordt de stakeholders verzocht de voordelen van een alternatief of, eventueel een status-quo, toe te lichten. Bovendien wordt de stakeholders verzocht feitelijke gegevens te verstrekken betreffende de potentiële effecten in termen van kosten en baten, daaronder begrepen vereenvoudiging en vermindering van de administratieve lasten, van de bovenstaande opties of de voorgestelde alternatieven.**

Neen.

* * *

BE kijkt met grote belangstelling uit naar de discussies omtrent de “politieke conclusies” die zullen gevoerd worden voorafgaandelijk aan de eerste formele Raad Concurrentievermogen onder het Spaans Voorzitterschap.

Gelet op het belang van deze problematiek en het feit dat in het najaar BE het Voorzitterschap zal opnemen, wenst BE nauw betrokken te worden bij de verdere ontwikkelingen in dit dossier..

28.01.10

Person of contact:

FPS Economy, SMEs, independent Professions and Energy – Belgium

Advisor Leslie PAESSCHIERSSSENS

tel. : +32 (0)2 277 69 70

fax : +32 (0)2 277 50 63